

qui les revendent sur le marché des quotas ? Ceux qui ont voté le renouvellement de l'autorisation pour le glyphosate ? Ceux qui ont couvert l'utilisation du chlordécone dans les

Antilles malgré son interdiction en France, contaminant les sols et la population ?

Faire passer l'écologie pour une

question « apolitique » voire « apolitique » permet aux Verts de tous les pays de faire leur trou électoral d'élections en élections... mais nous font perdre un temps précieux.

## URGENCE, RÉVOLUTION !

Depuis plusieurs années, les mobilisations des jeunes partout dans le monde ont mis l'urgence climatique sur le devant de la scène. Si les gouvernements et les entreprises ont été contraints d'y répondre même par des mesures de façade, c'est parce que nous avons été des centaines de milliers dans la rue. Mais ce ne sont pas dans les COP ou autres Conventions Citoyennes du Climat que des mesures à la hauteur de la crise peuvent émerger : incapables de remettre en cause le système capitaliste, elles ne pourraient de toute façon se borner qu'à des mesures extrêmement partielles, faisant pression sur les travailleurs d'une partie du globe et laissant les autres à l'abandon.

Combattre la crise écologique, c'est détruire le système capitaliste qui en est la cause. Il est dit partout que les 10% des plus riches de la planète génèrent 50% des émissions de CO2 : mais qui prend les décisions dans l'organisation politique de la société ? De la production ? Les capitalistes sont responsables de 100% de la crise climatique, alors qu'en face les scientifiques, travailleurs, jeunes de tous les pays revendiquent un changement du système, pas du climat !

Retirer aux capitalistes le contrôle qu'ils ont sur la société est la seule transition qui soit réellement écologique. Si les capitalistes possèdent la propriété de presque chaque centimètre du globe, ce ne sont pas eux qui font tourner la société, mais bien les travailleurs. Comme ce sont eux

qui font marcher les transports, fabriquent les voitures ou produisent l'énergie, il n'y a que les travailleurs qui collectivement sont capables de s'opposer à la gestion capitaliste de la société. De fait, ce sont bien les ouvriers des différents constructeurs automobiles qui ont dénoncé sur la place publique le trucage des compteurs à émissions des moteurs diesel ; les postiers qui ont exercé leur droit de retrait au début de la pandémie pour avoir de vraies mesures de protection sanitaire à la Poste ; des agents de la SNCF qui se sont mis en grève pour ne pas faire circuler de trains de fret de marchandises non-essentiels en plein début de crise.

Rendre les transports en commun gratuits, renforcer le fret ferroviaire et ainsi réduire la circulation routière sont des mesures nécessaires mais elles ne sont généralisables que si tous les secteurs sont arrachés à la domination des capitalistes, pour pouvoir gérer rationnellement les ressources et les forces de la technique, des humains et de la nature : c'est-à-dire par la planification.

Leur retirer leur pouvoir de nuire, c'est commencer par exiger l'ouverture des livres

de compte, jeter un oeil dans les secrets commerciaux et industriels des grandes entreprises qui organisent des politiques antiécologiques et antisociales à l'abri du grand public. Catastrophes climatiques, inflation due à la raréfaction des matières premières, licenciement dans les secteurs de l'industrie, pénuries d'eau potable : les conséquences de la crise climatique touchent déjà une grande partie des populations dans le monde entier. Face à cela, nous devons nous opposer aux grandes puissances impérialistes, à commencer par la France, qui organise guerres et pillages de ressources dans l'intérêt des industriels ; et exiger l'ouverture des frontières et la liberté d'installation pour touTEs les migrantEs, une mesure d'urgence pour les migrantEs climatiques qui font les frais de la crise écologique.

La jeunesse a son rôle à jouer. Pour nous, protéger la planète c'est protéger ceux qui y vivent : si cela se fait sur le sacrifice de millions de vies humaines, alors ce n'est pas "la planète" qu'ils essaient de sauver, mais seulement le capitalisme et ceux qui y trouvent leur compte.



Ce tract t'a plu ?  
Pour nous rejoindre et construire  
le parti révolutionnaire >>

@NPA\_JEUNES



Un petit geste pour le climat :

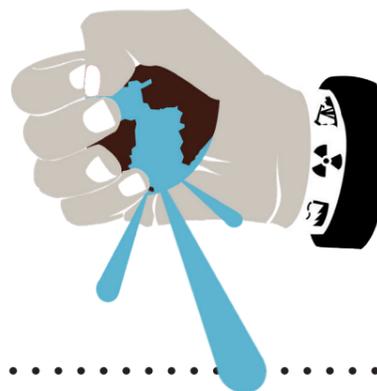
# RENVERSER LE CAPITALISME!



À chaque jour son illustration supplémentaire de l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes qu'il engendre. Misère, guerre, dérèglement climatique, violences sexistes, racisme... Pour la bourgeoisie au pouvoir, ces fléaux sont des « maux nécessaires », ceux de son système, et aussi des occasions de bénéfices.

C'est donc bien l'édifice de ce vieux monde bourgeois qu'il faut renverser, pour instaurer une société débarrassée de l'exploitation et du règne du profit. C'est là toute la révolution pour laquelle nous militons. Et pour laquelle nous construisons un parti communiste et révolutionnaire, implanté parmi les travailleurs qui ont la force de tout changer.

Oui, la révolution est une urgence. Tu trouveras dans ce quatre-pages quelques arguments sur l'écologie du point de vue révolutionnaire. Mais les idées révolutionnaires sont trop brûlantes pour rester sur papier glacé, alors défend-les autour de toi !



POUR NOUS  
CONTACTER



@npa\_



## Crises climatiques et crises environnementales

Accompagnant la sortie du dernier rapport du GIEC en avril, de nombreux événements climatiques extrêmes sont survenus dans le début de 2022 : inondations en Afrique du Sud, incendies géants en Californie et en Argentine, ou canicule record en Inde.

Les conséquences du réchauffement climatique sont de plus en plus visibles et certains, la catastrophe est déjà là et cause déjà des dommages irréversibles. Les beaux discours sur l'inversion à venir de courbe des émissions ne masquent pas les responsabilités pour les dégâts déjà causés. Et la réélection de Macron, tout comme la quasi absence des

enjeux environnementaux pendant la campagne présidentielle, ne sont qu'une preuve supplémentaire de l'inertie de ceux qui dirigent la société.

Pour autant, il n'est pas trop tard pour agir. Les discours alarmistes sur un effondrement imminent de l'écosystème ne servent qu'à nous désarmer, et à rendre caduque toute perspective d'ampleur ou de long-terme. Les années à venir devraient être consacrées non seulement à endiguer le changement climatique, mais aussi à gérer les conséquences déjà bien réelles de la crise et ses impacts sur des milliards de vies humaines.

## Les pauvres en première ligne

Comme souvent, ce sont les plus pauvres qui trinquent en premier des effets du changement climatique. La montée des eaux, les sécheresses, les famines, les tempêtes : ce sont systématiquement les plus riches qui peuvent s'en protéger. À Bangkok par exemple, le gouvernement thaïlandais a érigé des digues contre les inondations qui ne protègent que les quartiers riches du centre-ville, tandis que de l'autre côté les quartiers pauvres sont totalement exposés.

À l'échelle mondiale, des dizaines de millions de gens vont devoir fuir leur lieu de vie à cause de la désertification et des inondations, notamment en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Là encore, les États se préparent à dépenser des fortunes en murs et en barbelés plutôt que d'accueillir ces réfugiés. Pourtant, ce sont les pays riches qui polluent le plus, et font polluer d'autres pays comme la Chine en y envoyant leurs chaînes de production. Mais pour nos gouvernants, pas question de payer les pots cassés !

## Quelles responsabilités

Depuis les années 1970 et la campagne "Keep America Beautiful" financée par des industriels américains, les capitalistes multiplient les discours sur la responsabilité individuelle des consommateurs dans la pollution, notamment par déchets plastiques. En France depuis quelques années, ce sont les campagnes "Gestes propres" soutenues par le Ministère de l'écologie et par l'entité privée Citéo qui s'affichent partout dans la rue et le métro. 200 à 300 000€ de lobbying rien qu'à Paris pour cette structure qui originellement existait pour obliger les entreprises productrices ou utilisatrices d'emballages à prendre en charge collecte, tri, recyclage... Et est en réalité le meilleur communiquant des industriels du plastique, et de ceux qui y ont intérêt comme les géants des hydrocarbures (ex : Total), qui tiennent à ce formidable débouché dont ils sont la matière première.

En parallèle du bâton de la culpabilisation, c'est la carotte du "recyclage" qui est mise en avant comme une solution presque magique, écartant toute suspicion vis-à-vis de la surproduction inhérente au mode de production capitaliste. Mais le tri sélectif fait davantage pour la division entre "bons" et "mauvais citoyens" que pour freiner la production de déchets nouveaux : malgré les labels et les poubelles multicolores, c'est seulement 9% des plus de 8,3 milliards de tonnes de plastique produit qui ont été recyclés. Pour cause : la matière se recycle peu de fois, et néces-

site souvent pour ce faire de la matière vierge... sans compter l'énergie dépensée pour le processus, qui fait douter de son caractère réellement "écologique".

Ce qui n'empêche pas tout un tas de communes en France, et pas nécessairement riches, à pratiquer la "tarification incitative" c'est-à-dire faire payer aux foyers les poubelles supplémentaires, les mal triées, afin de... "réduire les déchets à la source". Mais ce sont les industriels qui font les choix des emballages ! Et lorsque certains jettent leurs poubelles sur les routes afin d'échapper à une dépense supplémentaire, pas de problème : les écoles du coin organisent des journées pour qu'enfants et parents soucieux de la planète ramassent les déchets bénévolement...

C'est cette course aux profits qui détruit la planète, en mêlant le nuisible à l'absurde. Tout est bon pour renforcer ses parts de marché ou éliminer une technologie concurrente.



En 1935 aux États-Unis, General Motors et la Standard Oil ont racheté les compagnies de tramways dans plusieurs dizaines de villes dans l'unique but de les démanteler et de faire place nette pour la voiture. Moins subtil mais tout aussi néfaste, les industriels du monde entier pratiquent l'obsolescence programmée : les produits sont conçus pour une durée de vie savamment calculée, tout en empêchant la réparabilité, afin d'optimiser la fréquence d'achat d'équipement neuf.

**Le problème, ce ne sont pas les petits gestes individuels. Le problème, c'est la production et les choix de production qui sont faits à grande échelle. Ces choix-là sont faits par les industriels et visent uniquement le profit, à court et à long terme.**

Puisque sous le capitalisme, c'est toute la société qui est organisée pour le profit d'une minorité, au détriment de l'environnement et de notre santé, alors il faut renverser ce système !

## L'impossible capitalisme vert

De Joe Biden à Bernie Sanders, de Macron à Mélenchon, en passant par Jadot, Merkel, ou les patrons de Total, EDF et PSA, tous la classe politique et le patronat des pays riches s'accorde sur un programme pour la transition écologique. Qu'ils l'appellent stratégie nationale bas carbone, planification écologique ou Green New Deal, il s'agit de soutenir la transition du modèle industriel par des subventions massives aux industriels.

Au plus fort de la crise du Covid en mai 2020, Macron a ainsi annoncé un plan de 8 milliards d'euros pour développer la filière de l'automobile électrique en France. L'ambition est affichée, il s'agit de « faire de la France la première nation productrice de véhicules propres en Europe en portant à plus d'un million par an sous cinq ans la production de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hybrides » dans le pays. Rebelote en septembre ou c'est cette fois sept milliards qui sont annoncés pour la filière hydrogène.

Le but n'est donc pas tellement de réduire les émissions de CO2, mais de favoriser son industrie nationale sur les marchés de demain. Et tout cela, sous perfusion d'argent public, car les capitalistes ne veulent pas prendre de risque d'investir le moindre centime sans que l'État ne s'engage à leur côté. Certains politiciens de gauche argumentent que la dépense publique servira à soutenir l'emploi, mais ce sont les travailleurs qui font les frais de cette transition. L'abandon de technologies polluantes a servi ces dernières années à la suppression de dizaines de milliers d'emplois par Renault, PSA, Airbus, EDF

Total et bien d'autres. Pourtant, ni les subventions ni les dividendes n'ont cessé de couler à flots pendant la même période.

Surtout, ces plans industriels ne s'érigent en solutions au réchauffement que grâce aux tours de passe-passe de l'innovation technologique : on se repose sur des choses qui n'existent pas encore ou ne marchent pas encore.

Si quand bien même cela fonctionnait, il n'en resterait pas moins que le capitalisme, dans son mode de fonctionnement, entrerait en conflit avec la nature sur bien d'autres aspects que les émissions de CO2. La preuve en est que rien n'est dit sur la pollution et les déchets engendrés par la production de millions de batteries, de piles à combustibles ou de panneaux photovoltaïques, ni sur la manière de produire suffisamment d'électricité "verte" pour pouvoir produire de l'hydrogène propre et remplacer les carburants fossiles.

Par ailleurs, ériger comme priorité de favoriser son industrie nationale, c'est aussi l'objectif du souverainisme soi-disant vert. Ne pas faire faire plusieurs fois le tour de la planète à un jean pendant sa fabrication, c'est du bon sens. Mais ce ne sont pas les kilomètres parcourus qui sont déterminants dans le bilan environnemental d'un produit ou d'un aliment, mais bien la manière dont il a été fabriqué, avec quels traitements chimiques, quels procédés, et par quel moyen il a été transporté. Et nos industries bien locales ne sont pas forcément les championnes de ce point de vue. De plus, il est bien hypocrite de pointer du doigt les conditions de production dans d'autres pays quand les donateurs d'ordre de quasiment toute l'industrie chinoise sont les entreprises de pays occidentaux qui y soustraient leur production à la recherche du moindre coût.

**“ LA PRODUCTION CAPITALISTE NE DÉVELOPPE DONC LA TECHNIQUE ET LA COMBINAISON DU PROCÈS DE PRODUCTION SOCIALE QU'EN ÉPUISENT EN MÊME TEMPS LES DEUX SOURCES D'OÙ JAILLIT TOUTE RICHESSE : LA TERRE ET LE TRAVAILLEUR. ”**

**KARL MARX, LE CAPITAL, LIVRE PREMIER CHAPITRE XV.**

## Néomalthusianisme : trop d'humains sur terre ou trop de Jeff Bezos ?

De l'énarque en écologie Jan-covici aux collapsologues, la thèse réactionnaire de Malthus selon laquelle il faudrait réguler la population mondiale, car la planète ne pourrait plus supporter cette "surcharge", refait également surface. Cette soi-disant "surpopulation" est surtout un moyen de mettre tous les individus à égalité d'impact : pourtant, pour la majeure partie de la population mondiale la consommation est contrainte, et il

n'y a pas plus frugal que la misère. D'après un rapport de l'ONG Oxfam de 2020, les 1% les plus riches sont responsables de 15% des émissions de CO2, contre 7% pour les 50% les plus pauvres. Combien de milliers de pauvres sacrifier par voyage spatial de Jeff Bezos, les néomalthusiens ne le précisent jamais. Qu'ils ouvrent donc la voie !

Symptomatique, un article du Monde de 2019, « En Afrique la

pression démographique grignote la forêt », qui décrit les techniques sur brûlis des paysans pauvres africains de plus en plus nombreux. Comme si la « pression démographique », et non pas les logiques impérialistes, expliquait la pauvreté endémique en Afrique, la faible productivité des parcelles agricoles où les méthodes modernes n'ont pas pénétré ou encore la mise à mort de l'agriculture vivrière au profit de la monoculture !

## Transition, décroissance, et écologie dans un seul pays : la grande arnaque du programme des verts

Les verts laissent entendre qu'ils proposent des solutions adaptées à l'urgence, qui ne lèseraient à la fois ni les entreprises ni les salariés. Une posture politicienne qui ignore la réalité des rapports de pouvoir et des mécanismes de production intrinsèques au capitalisme, quand il ne

s'agit pas tout simplement de men songes : « refonder la taxe carbone nationale pour financer la transition écologique », n'est-ce pas subventionner les entreprises sur le dos des ménages les plus fragiles contre un chèque énergie ridicule (aujourd'hui même pas 300€ maximum) ? 45 mil-

liards de plus dans la transition écologique pour les entreprises, mais qui va payer si ce n'est pas elles ? Conditionner les investissements au respect de critères environnementaux, mais qui fera les critères ? Les mêmes qui donnent depuis 15 ans des crédits carbonés aux plus gros pollueurs